

EDITORIAL



Par Gwendal Rouillard
Premier secrétaire fédéral

Le PS Morbihan est mobilisé

Lors du Conseil national du Parti socialiste le 6 décembre dernier, j'ai choisi l'abstention sur le texte d'orientation présenté par Martine Aubry. Pour trois raisons : plusieurs désaccords majeurs et notamment sur la question européenne, le respect du vote de la majorité des militants morbihannais sur une ligne réformiste et le caractère incohérent de la majorité nationale.

Dans cet esprit, j'ai proposé lors du Conseil fédéral du 27 novembre l'élection d'un Secrétariat fédéral issu des motions A et E (voir page 2). Cette nouvelle équipe, paritaire et renouvelée, incarne une ligne clairement social-démocrate et profondément décentralisatrice. Elle est déjà mobilisée avec les élus sur plusieurs dossiers, dont la crise économique et sociale.

Les socialistes morbihannais sont ainsi pleinement engagés auprès des entreprises et salariés en difficulté. Jean-Yves Le Drian sur l'automobile et autres filières, Odette Herviaux sur l'agriculture et la pêche, Françoise Olivier-Coupeau sur la défense, Norbert Métaireu sur la SBFM, Jean-Pierre Le Roch sur Dandy, les élus du Pays de Vannes sur Michelin, etc.

Avec bien sûr des actes concrets : augmentation de 9 à 12 millions d'euros du Fonds de garantie de la Région Bretagne en faveur des PME, demande d'une augmentation des prêts bonifiés pour les CUMA¹ auprès du Ministère, avenir des contrats bleus pour la pêche, interventions auprès de José Manuel Barroso et François Fillon, financements des infrastructures portuaires à Lorient, etc.

Durant les prochaines semaines, le Secrétariat fédéral rencontrera également les syndicats de salariés et les organisations d'employeurs. Ces jours-ci, nous sommes attentifs aux manifestations chez DCNS et présents aux côtés des salariés de la SBFM (réunion du 10 décembre à Hennebont), de l'ex-Gerban à Gâvres, du groupe Doux, etc.

Dans ce contexte, nous appelons le Président de la République à opérer d'autres choix : exiger en contrepartie du plan de recapitalisation des banques un représentant de l'Etat dans chaque conseil d'administration (contrôle voire réorientation des stratégies), moduler l'impôt sur les sociétés pour favoriser l'investissement, organiser une conférence nationale sur les salaires, etc.

Nous demandons, aussi, un soutien accru aux collectivités. Elles représentent 73 % de l'investissement public : plus de 60 milliards d'euros en 2007 (environ 35 pour les communes). Toutes les associations d'élus, à Gauche comme à Droite, dénoncent les décisions actuelles de l'Etat : plafonnement de la Taxe professionnelle, décentralisation non compensée, etc.

Ces quelques propositions réalistes, bien éloignées du retour à l'autorisation administrative de licenciement, doivent être évidemment complétées par un volet européen : renforcement des capacités budgétaires de l'UE, harmonisation fiscale, etc. A six mois des élections européennes, mieux vaut en effet que nous soyons crédibles face à Besancenot, Cohn-Bendit et Bayrou...

¹ Coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Avec les socialistes européens, l'Europe du progrès est possible !

Le 1er décembre dernier, à l'occasion du Conseil annuel du PSE, les dirigeants socio-démocrates européens, parmi lesquels figurait notre Première secrétaire nationale, ont approuvé le contenu de leur programme commun pour les élections européennes de juin prochain. Ce texte, intitulé le Manifesto, est disponible en téléchargement sur le site internet du Parti socialiste, et prochainement sur le site de la Fédération.

Pour la première fois dans l'histoire des partis politiques européens, un même projet de société, les mêmes propositions concrètes, seront portés à travers tout un continent par les candidats issus de 27 pays, héritiers d'autant d'histoires et de valeurs au fondement de la diversité européenne.

Cet acte politique majeur poursuit un seul objectif : faire émerger une majorité progressiste au Parlement européen en juin prochain pour transformer l'Europe en profondeur, afin qu'elle devienne le premier pôle de développement durable au monde, économiquement puissant, socialement protecteur et écologiquement exemplaire.

Le Manifesto, symbole du rassemblement et de l'unité des socialistes européens, puise sa force dans la méthode qui a guidé son élaboration : une méthode participative, incarnation d'une nouvelle façon de vivre et de faire l'Europe. A travers les milliers de contributions de citoyens européens, se sont à la fois exprimés une envie et un besoin d'Europe, contrastant avec bon nombre de discours anxieux et nationalistes. La Fédération du PS du Morbihan y a activement contribué lors du séminaire des premiers secrétaires fédéraux du 9 avril 2008 à Bruxelles, où elle était représentée par Gwendal Rouillard, et grâce aux réflexions et propositions nées à l'occasion de l'Université de Berder du 18 octobre dernier.

Le Manifesto est également le



Les représentants du PSE, réunis à Madrid le 7 décembre pour la signature du Manifesto. Etaient présents notamment : Martine Aubry - Première secrétaire du PS, Jose Luis Zapatero pour l'Espagne et Poul Nyrup Rasmussen, le Président du PSE (Danois).

fruit d'une volonté : apporter des réponses concrètes, partagées et efficaces, capables d'améliorer la vie quotidienne des Européens. Ce pacte socialiste pour l'Europe est d'autant plus utile qu'il s'agit d'un plaidoyer en faveur de nouvelles régulations rendues urgentes par la crise du libéralisme économique, qui montre les impasses du laisser-faire.

L'institution de mécanismes régulateurs innovants et la création de nouveaux droits pour les citoyens européens doivent permettre de desserrer l'étouffement de la financiarisation aveugle de l'économie, de l'économie de casino, de la "Mad Money" comme l'écrivait l'économiste Susan Strange.

Les propositions contenues dans le Manifesto, articulées autour de quatre axes prioritaires (Développement durable, Europe sociale, Europe dans le Monde et Démocratie et Diversité) constituent autant de réponses aux aspirations et aux besoins collectifs comme individuels, en lien avec la nouvelle organisation des temps de la vie et les nouveaux enjeux et prin-

cipes cardinaux d'une action publique refondée : durabilité, équité, flexibilité, sécurité.

A travers cet ensemble d'engagements forts, à l'heure de la conférence des Nations unies sur le changement climatique qui se déroule à Poznan, il s'agit bien de promouvoir un nouveau modèle de développement autour d'une croissance respectueuse des équilibres écologiques, sociaux et territoriaux. La Région Bretagne, européenne de raison et de cœur, dont une grande partie du développement a été soutenue par l'Europe (agriculture, pêche, fonds structurels), doit continuer à porter avec force le message européen.

En cohérence avec les actions qu'elle a entreprises sur ce sujet depuis 2003, la Fédération du Morbihan poursuivra donc avec enthousiasme et énergie sa mobilisation pour faire vivre la campagne européenne auprès des citoyens morbihannais. A l'heure d'une recomposition importante du champ politique français et européen, le rassemblement de tous les socialistes est une responsabilité que nous devons collectivement assumer dans les semaines à venir.

Simon Uzenat
Délégué fédéral aux
Questions européennes
et internationales

Fête du Nouvel An de la Fédération
Samedi 24 Janvier 2009
Palais des Congrès de Lorient

Un courrier, comprenant un bulletin d'inscription, sera adressé prochainement à l'ensemble des adhérents morbihannais

Bureau fédéral

Le Conseil fédéral a adopté à l'unanimité la composition du Bureau fédéral, chargé du suivi des adhésions (14 membres à la proportionnelle des motions + 2 ajoutés) :

Motion A : Hélène Brus, Claudine De Brassier, Stéphane Le Guennec, Alain L'Hénolet, Nathalie Le Magueresse, Maxime Picard, Gwendal Rouillard

Motion C : Nicolas Debéthune, Jacqueline Langelier, Gildas Trémembert

Motion D : Jean-Louis Milès

Motion E : Franck Dagorne, Stéphanie Le Squer, Marc Loret

Proposition d'intégrer, pour la représentation de toutes les motions :

Jean-Philippe Guédas (Motion F) et

Robert Notenboom (Motion B)

Composition du BREIS

Le Conseil fédéral a également adopté à l'unanimité la liste des représentants morbihannais, à la proportionnelle des motions, qui siègeront au BREIS, l'union régionale du Parti socialiste (T = Titulaire, S = Suppléant-e) :

Motion A : Hélène Brus (T), Nicolas Le Quintrec (T), Elisabeth Pédrone (S), Stéphane Le Guennec (S)

Motion C : Sylvain Britel (T), Jean-Claude Ghio (S)

Motion E : Franck Dagorne (T), Valérie Vivien (S)

Interruption de la parution du Rappel du Morbihan

La parution du Rappel du Morbihan est suspendue durant les fêtes de fin d'année et reprendra dans le courant du mois de Janvier.

Fermeture de la Fédération

Le siège de la Fédération à Lorient sera fermé durant les fêtes, du **lundi 22 décembre au lundi 5 janvier**.

Durant cette période, pour toute demande, vous pouvez laisser un message sur le répondeur téléphonique de la Fédération au **02 97 84 84 55** ou nous contacter par courriel à l'adresse fede56@parti-socialiste.fr.

Par ailleurs, il est possible de laisser des messages via les formulaires de contact sur site internet de la Fédération www.ps56.fr.

Les membres du Secrétariat fédéral ainsi que les salariés de la Fédération Michelle et Tugdual vous souhaitent, à toutes et tous, de bonnes fêtes de fin d'année.

FEDERATION

Secrétariat fédéral La nouvelle équipe

Lors de la réunion du Conseil fédéral du 27 novembre, la nouvelle équipe du Secrétariat fédéral a été votée. Composé de 16 secrétaires fédéraux (paritaire) et de 3 délégués fédéraux, il est le pouvoir exécutif de la Fédération. En cohérence avec l'engagement pris devant les délégués au Congrès départemental à Locol-Mendon, il est le fruit de l'accord entre la motion A (Delanoë-Hollande) et la motion E (Collomb-Royal). Les militants peuvent s'adresser directement aux membres du Secrétariat par un formulaire de contact sur www.ps56.fr.



Gwendal Rouillard
Premier secrétaire fédéral
Recherche, Maritimié, Défense

Pôle fonctionnel



Hélène Brus
Formation



Alain L'Hénolet
Trésorerie, Organisation



Stéphane Le Guennec
Sections
et Communication



Maxime Picard
Relations avec
les Syndicats
et les Associations



Paul Paboef
Elections et Elus

Pôle projet



Franck Dagorne
Formation
professionnelle



Claudine De Brassier
Développement durable,
Agenda 21,
Environnement



Odette Herviaux
Agriculture,
Espaces ruraux,
Consommation



Claudio Jelcic
Education



Elisabeth Pedrono
Affaires sociales
et Santé



**Nathalie
Le Magueresse**
Services publics



Annaïg Le Moël
Egalité



Stéphanie Le Squer
Petite enfance
et Familles



Nicolas Le Quintrec
Economie et Emploi



Jean-Marc Paouis
Culture et
Laïcité

**Contactez les membres
du Secrétariat fédéral
sur le site internet de la
fédération : www.ps56.fr**



Valérie Vivien
Démocratie et
Citoyenneté

Délégués fédéraux

Rattachés auprès du Premier secrétaire fédéral



Eric Froger
Développement
du parti



Marc Loret
Nouvelles formes
de militantisme



Simon Uzenat
Questions européennes
et internationales

Lettre ouverte des soutiens de la motion de M.Aubry "Changer la Gauche pour changer la France"

Tout d'abord nous tenons à remercier les 182 puis 308 camarades du Morbihan qui se sont prononcés dernièrement en faveur de la candidature de Martine Aubry.

Le Conseil Fédéral du 27 novembre, sur proposition de son Premier Secrétaire Fédéral, a voté la liste des membres de son secrétariat fédéral. Les militants issus des motions portées par Bertrand Delanoë et Gérard Collomb y sont représentés. Il n'y a aucune représentation pour la motion portée par Martine Aubry.

Nous rappelons donc ici notre attachement à ce que les décisions et les actions issues du secrétariat fédéral se fassent dans la transparence, avec un souci de transmission rapide des informations à tous les délégués du conseil Fédéral et aux militants.

A tous les niveaux, du local au national, du régional à l'europeen, nous avons à travailler maintenant pour renforcer une ligne politique ancrée à gauche mais aussi pour un parti profondément renouvelé et rénové.

A l'heure où nous devons faire face à une crise économique grave, aux conséquences incalculables pour beaucoup de nos concitoyens, et où nos institutions sont fortement fragilisées par la politique de casse du gouvernement de N. Sarkozy, il nous semble vital de rappeler que nous devons plus que jamais être unis afin de travailler ensemble pour atteindre des objectifs qui nous sont communs et défendre nos valeurs de solidarité, d'égalité et de fraternité.

Conscients de nos responsabilités et soucieux de l'unité de notre parti, nos actions ont pour légitimité exclusive, son intérêt, celui des militants, et la défense de nos concitoyens durement frappés par la crise, en particulier les sans emplois, les salariés, les jeunes et les retraités.

Le parti socialiste morbihannais a toute sa place pour être à l'initiative et accompagner la défense des services publics et des acquis sociaux dans notre département. Tous les militants morbihannais

qui sont intéressés, et qui souhaitent débattre sur la démarche initiée par la motion « **Changer à gauche pour changer la France** » soutenue par Martine Aubry peuvent nous contacter. Nous souhaitons être vos portes paroles lors des réunions du Conseil fédéral.

Les Français attendent de nous une alternative à la politique de droite dure, qui est au pouvoir aujourd'hui. Nous ne devons pas, et nous ne pouvons pas les décevoir.

Amitiés socialistes,

Les délégués membres du conseil fédéral au titre de la motion D :

Jean-Louis Milès
miles.jeanlouis@yahoo.fr

Dominique Roger
rogerdomie@yahoo.fr

Charles-Edouard Fichet
c.e.fichet@wanadoo.fr

Tél. : 02 97 66 90 81
Tél. : 02 97 65 58 02

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Vous êtes hors-sujet M.Darcos

Le gouvernement a décidé de sacrifier l'avenir des jeunes de notre pays en s'attaquant au service public de l'Education. Ainsi dans l'ensemble de l'éducation nous avons perdu en cette rentrée 11 500 professeurs, mais ces inepties ne s'arrêtent pas là, car 13 500 postes dont 6000 dans le primaire sont amenés à disparaître en 2009, et cela continuera de la même manière jusqu'en 2012.

Ces suppressions massives de postes auront d'énormes conséquences et conduiront à des classes surchargées, des horaires réduits, moins d'aides aux élèves sur leur temps scolaire, ainsi qu'une école inégalitaire. En somme, ces suppressions de postes ne permettront pas la réussite de tous en abandonnant les plus démunis.

De ce fait les enseignants s'inquiètent de perdre leur poste, d'être le prochain sur la liste. Aujourd'hui de plus en plus d'enseignants sont vacataires, sans sécurité de l'emploi. De plus, depuis un an le Ministre Darcos prépare une réforme du « lycée à la carte » qui semble très préoccupante. Celle-ci est une remise en cause totale des filières S-ES-L qui entraînera :

- suppression des options artistiques tels que le théâtre, les arts plastiques, la musique...
- suppression des TPE (Travaux

Personnels Encadrés) qui permettraient aux enseignants et aux lycéens de travailler différemment - absence du droit à l'erreur avec l'interdiction de redoublement - diminution des matières essentielles comme le Français, l'Histoire-Géographie, les Mathématiques, ainsi que l'explosion de l'enseignement des Sciences-Economiques et sociales.

Mais surtout cette réforme tente d'instaurer une école à double vitesse. Face à ce changement d'éducation les inégalités entre élèves se creuseront ainsi que celles entre lycée public et privé. En effet l'élève dont les parents auront les moyens de payer des cours particuliers ou de le scolariser dans un lycée privé sera plus favorisé. Pourtant n'avons-nous pas tous le droit à une école laïque et égalitaire et n'est-ce pas le rôle de l'Etat que d'assurer le bon fon-

ctionnement et l'efficacité de cette école laïque.

A tous ces problèmes le Ministre de l'Education nationale, ainsi que le Président, n'ont apporté aucune réponse, ignorant et méprisant les attentes des enseignants, des jeunes et de leurs parents. Au contraire ils multiplient leurs attaques contre le service public de l'Education.

Face à cette politique qui vole au secours de la Finance mais sacrifie l'école, le MJS 56 milite pour un service public de l'éducation de qualité. Nous voulons une école qui permette à tous de se former et à chacun de réussir. C'est pourquoi nous soutenons les mouvements de protestation contre cette réforme du service public de l'Education.

Sébastien Jéhanno
Secrétaire Fédéral MJS56

Ecotaxe : amendement des Sénateurs bretons

Dans le cadre de l'examen de l'article 60 du projet de loi de finances relatif à l'écotaxe (issue du Grenelle de l'environnement), Odette Herviaux a présenté un amendement, au nom de tous les sénateurs socialistes bretons, qui visait à proposer des exonérations accordées aux véhicules de transport de marchandises à température dirigée (transport frigorifique). Voici le texte de son intervention :

"Le projet d'écotaxe issu du Grenelle vise à favoriser le report des transports de marchandises sur le réseau ferroviaire. Nous partageons tous cet objectif, mais encore faut-il en avoir les moyens. Le transport ferroviaire est en effet souvent inopérant pour le transport à température dirigée car les mesures en matière de qualité, d'hygiène et de sécurité alimentaire ne peuvent être totalement remplies. Il s'agit donc d'enjeux sanitaires qui, s'ils ne doivent pas rentrer en contradiction avec les principes du développement durable, ne peuvent pas être sacrifiés. Nous ne remettons pas en cause le bien-fondé de cette taxe mais nous souhaitons qu'elle soit équitable. (...) Le transport sous température dirigée s'est fortement accru au cours des trente dernières années pour diverses raisons : les consommateurs demandent beaucoup de produits frais tandis que la réglementation du transport de denrées périssables est de plus en plus rigoureuse. La fragmentation de ces entreprises menacerait de nombreuses régions. En Bretagne, les denrées alimentaires représentent près de 30 % du trafic contre 15 % au niveau national. L'agriculture, la pêche et les industries agroalimentaires représentent 14 % de l'emploi total contre 7 % en France. (...) Certes, cette taxe ne sera mise en œuvre qu'en 2011, mais que se passera-t-il alors ? Ne prenons pas le risque d'assister, dans deux ans, à des fermetures d'entreprises en chaîne et à la disparition de certaines d'emplois. Quand bien même le réseau ferroviaire se développerait grâce au produit de cette taxe, il ne remplacerait pas la route pour le transport des marchandises sous température dirigée.

Appel à candidature

Le secrétariat fédéral à la Communication met en place un **groupe de travail sur la communication de notre parti et des outils associés**. Nous recherchons toute personne qui, par ses compétences, pourrait nous aider à avancer dans ce domaine. Pour information, vous pouvez contacter Tugdual au siège de la Fédération au 02 97 84 84 55 ou par courriel à fede56@parti-socialiste.fr

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Mercredi 10 décembre - Lorient
Secrétariat fédéral

Judi 18 décembre - Lorient
Conseil municipal

Vendredi 19 décembre - Lorient
Conseil communautaire Cap L'Orient

Actualité

Au pas !

Au pas, je les veux tous au pas, les journalistes, la télévision, les enseignants, les enfants, les pauvres, les élus, les régions, les départements, tel est le mot d'ordre de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement.

Sous des prétextes de modernité et d'adaptation à l'évolution du monde, c'est à un véritable travail de sape idéologique que se livrent les ultralibéraux pour bâtir un monde à leur image sans se rendre compte que leur modèle ne les mène que dans un mur et nous avec.

Certes Nicolas Sarkozy a mis quelque peu de l'eau dans son vin, crise financière oblige, mais ce n'est pas parce que le loup a revêtu un habit de brebis qu'il en a changé pour autant. La crise économique que traverse le pays n'est pas née de la crise financière, elle avait déjà commencé avant du fait de la mise en place d'une politique d'inspiration thatcherienne qui n'est plus de mise aujourd'hui. Malgré un constat sans appel de l'échec de la politique engagée, le Président continue à privilégier la finance et ses amis au détriment du plus grand nombre de nos concitoyens.

La révolte gronde de la part de tous ceux qui se sentent de plus en plus exclus d'une société de plus en plus inégalitaire. La droite qui soutient cette politique devrait se rendre compte des dangers d'explosion sociale qui secouent le pays. L'exemple de ce qui se passe en Grèce devrait faire réfléchir nos dirigeants sur les méfaits de la mise en place de politiques injustes qui ne profitent qu'à une petite minorité. Ils ne se rendent même pas compte de la gravité de la situation, obnubilés qu'ils sont par leur politique démagogique.

Seulement voilà, il arrive un jour où le processus si bien organisé se grippe devant la réaction de plus en plus grande de tous ceux qui se sentent atteints directement par les mesures du gouvernement. Il n'aît que de constater ce qui se passe dans le secteur de l'Education Nationale où Xavier Darcos commence à caler sur ses destructrices réformes devant les réactions de plus en plus déterminées de l'ensemble des composantes du système éducatif. Nous ne saurions trop lui rappeler, ainsi qu'à son chef, qu'il ne faut pas trop tirer sur la ficelle de peur qu'elle ne se casse.

Le Cormoran

ACTUALITES

Crise économique et sociale Actions et réactions des élus

Dans un communiqué de presse en date du 5 décembre, le Président de la Région, Jean-Yves Le Drian a réagi au plan de relance annoncé par Nicolas Sarkozy.

"Le Président de la République a annoncé hier un "plan de relance de l'économie", qu'il chiffre à 26 milliards € de dépenses publiques visant à soutenir l'activité et l'emploi en France.

Une analyse fine montre que les financements annoncés sont lourdement gagés sur le respect des engagements signés antérieurement par l'Etat, notamment le contrat de projet Etat-Région, ou sur le paiement de dettes de ce dernier aux collectivités. La Région Bretagne avait intégré dans son budget 2009 les moyens financiers nécessaires pour répondre aux promesses de l'Etat. La Région est donc prête.

La Bretagne dit au Président de la République et au gouvernement "Chiche" !

- Chiche pour que les opérations pré-

vues au Contrat de plan 2000-2006 sur la RN 164 soient enfin engagées et que les travaux suspendus faute de crédits d'Etat reprennent instamment. C'est une question d'égalité territoriale.

- Chiche pour l'accélération des suppressions des passages à niveau sur les axes Rennes-Brest et Rennes-Quimper par la mise en place des autorisations d'engagement nécessaires par l'Etat afin de gagner du temps sur le calendrier prévu en 2014 pour relier Brest et Quimper à Paris en 3h. C'est une question d'attractivité majeure pour la Bretagne.

- Chiche toujours, pour que les procédures visant à lancer le projet BGV sur la partie Connéré-Rennes soient accélérées et que les crédits d'Etat nécessaires pour les réserves

foncières soient enfin disponibles. C'est un respect par rapport aux engagements pris par l'Etat pour lancer les travaux dès 2010.

- Chiche pour que le gouvernement respecte ses engagements sur le contrat de projet Enseignement supérieur-Recherche dès 2009 et confirme par ailleurs ses propositions sur Campus numérique. C'est une question de confiance dans l'avenir.

- Chiche enfin que le gouvernement adresse le décret au Conseil d'Etat visant à la création de l'EPF pour permettre aux collectivités bretonnes d'engager des programmes de logements sociaux. C'est une question de solidarité. La relance de l'économie nationale ne peut se permettre des promesses sans lendemain.

Les projets bretons sont là. Au gouvernement d'agir !"

La SBFM (Société Bretonne de Fonderie et de Mécanique), entreprise structurante du bassin lorientais, qui emploie 560 salariés, est menacée de fermeture après une décision de redressement judiciaire depuis le 28 novembre. Face à cette situation, dont Gwendal Rouillard - Premier secrétaire du PS et les élus socialistes de Cap L'Orient, ont rencontré les représentants des salariés dans le cadre d'une réunion sur les perspectives de sortie de crise pour l'entreprise. Par ailleurs, Norbert Métairie - Président de Cap-L'Orient, a écrit au Premier ministre François Fillon pour relayer l'inquiétude des salariés de la SBFM et des élus de l'agglomération quant aux conséquences de la crise sur le Pays de Lorient.

Dans ce courrier, Norbert Métairie rappelle au Premier ministre que "le bassin d'emploi du Pays de Lorient est un territoire où la production industrielle joue un rôle important, favorisant dans son sillage, l'émergence d'activités tertiaires à haute valeur ajoutée." Il précise par ailleurs que "les annonces diverses de suppression d'emplois dans le secteur privé comme dans le secteur public (conséquences du livre blanc de la Défense et de la RGPP) vont avoir pour effet de créer un contexte peu favorable aux conversions professionnelles. Et de poursuivre : Pour faire face à cette situation difficile, au moment où le gouvernement

annonce la mise œuvre prochaine d'un « plan de relance de l'économie », notamment dans le secteur de l'automobile, il est impératif de prendre en compte la situation spécifique de la sous-traitance. Il est essentiel que soient réunis dans les meilleurs délais, sous l'autorité du gouvernement, les constructeurs, les équipementiers et les fournisseurs du secteur automobile afin de favoriser l'émergence de solutions collectives leur permettant de passer ce cap difficile". Il a également appelé à ce "que le groupe Renault, dont l'Etat est le principal actionnaire et pour qui la SBFM constitue encore un acteur stratégique dans son panel de fournisseurs, s'engage

fermement sur la commande d'un volume de production permettant d'assurer la pérennité de l'outil industriel (...) et joue pleinement son rôle pour garantir l'activité et l'emploi".

Plusieurs rendez-vous pour soutenir les salariés de la SBFM :

- Rassemblement devant la Préfecture de Vannes : Vendredi 12 décembre à 15h00
- Manifestation à Hennebont : Samedi 20 décembre à 10h00 (lieu à préciser)

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappeldumorbihan@wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr
Site Internet : www.ps56.fr